



# RICOCHETS

Février 2016 - Mensuel - Bruxelles

## IL VEULENT NOUS ENFERMER...

### Brisons les murs de la société carcérale !

Dans la commune bruxelloise de Haren, ils veulent construire une maxi-prison. La plus grande prison de l'histoire belge, plus de 1200 prisonniers qui seront incarcérés dans des sections pour hommes, femmes et mineurs. Des tribunaux à l'intérieur des murs, un système de portes automatisé, des douches, l'internet et le téléphone en cellule entièrement géré par les matons depuis un poste de contrôle... Tout est pensé et calculé pour isoler stérilement et totalement le détenu. Et c'est sur tout le territoire belge que depuis des années, on économise peines et argent pour augmenter la capacité pénitentiaire afin de pouvoir condamner plus de gens à des peines de prison effectives, de pouvoir incarcérer plus de gens et de leur faire subir la lente torture du monde carcéral.

Les nouvelles prisons à Beveren, Marche-en-Famenne, Leuze-en-Hainaut et Gand en sont les derniers faits d'armes dégueulasses.

La nouvelle prison prévue au nord de Bruxelles s'inscrit dans ce même appétit grandissant de l'État (peu importe quel parti est au pouvoir) d'une répression physique plus forte pour toute personne qui ne se plie pas aux lois, valeurs et normes qui lui sont imposées. Mais ce projet a aussi une importante valeur symbolique. Quand les politiciens veulent ramasser des votes pour la maxi-prison, ils disent parfois qu'elle devra remplacer les prisons de Forest et de Saint-Gilles qui sont « sur le point de s'écrouler », où « le moisi et les rats prennent le dessus » et où « les détenus purgent dans des conditions honteuses ». Les conditions de détention sont effectivement comme ça là-bas. Mais ce sont bien sûr les mêmes politiciens qui ont entretenu et cautionné cette situation pendant des années, et c'est avec leur approbation bienveillante que les détenus y pourrissent aujourd'hui et y pourriront encore demain. Les politiciens sont donc bien des enfoirés hypocrites qui utiliseront le « bien-être des détenus » quand cela leur arrange, et donneront l'autorisation de les isoler, de les tabasser ou de les laisser crever dans la misère si cela leur arrange mieux.

Non, la symbolique de la maxi-prison à Bruxelles se trouve bien ailleurs. Elle doit devenir un temple qui rayonne l'autorité absolue dans une ville en pleine transformation. Une ville que le pouvoir veut nettoyer de son chaos, de sa délinquance, de ses trafics en tout genre, de ses esprits insoumis, de son hostilité contre les flics, de son incontrôlabilité... Une ville où les nouveaux commissariats dans les quartiers, les caméras et uniformes partout, mais aussi les nouveaux lofts ou appartements pour la classe moyenne, les nouveaux centres commerciaux et hôtels, les transports en commun militarisés... transmettent un seul et même message : si tu veux être productif pour ce système, tu seras toléré ; si tu es hostile envers ce système ou tout simplement improductif, tu seras chassé, contrôlé, et enfermé. Avec la maxi-prison comme terminus, ultime moyen de pression d'une société qui cherche à nous enfermer au quotidien...

Depuis quelques années, une lutte est en cours contre la construction de cette nouvelle maxi-prison. Une lutte qui a toujours essayé d'amener la question de cette taule dans la rue, là où elle touche nos vies, où la guerre de l'État contre les couches basses de la société est palpable, loin de la politique et de ses médias qui réduisent toujours les vies humaines à des chiffres et à des statistiques. Cette lutte a déjà embrassé beaucoup de formes, de mots et d'actes, de discussions, de tracts et de journaux, en passant par des manifestations sauvages, des sabotages contre les responsables de cette maxi-prison mais aussi des attaques contre la prison à ciel ouvert qui est en train de nous encercler. Le camp de détention à Haren fait office de symbole pour leur loi et leur ordre avec lesquels ils veulent aussi inonder les quartiers. Si nous voulons créer de l'espace et du temps où on peut encore respirer de l'air libre, c'est cette loi et cet ordre que l'on doit briser. Partout où c'est possible, en journée ou couvert par la nuit. Dans les zones industrielles où se cachent les entreprises qui vont se faire du fric en construisant cette prison, comme dans les centre-villes où se trouvent les maisons et les bureaux des responsables politiques. Mais aussi dans les quartiers, où on peut lever bien haut notre doigt d'honneur contre la maxi-prison, et faire de ce projet un véritable cauchemar pour le pouvoir.



**RICOCHETS** est un bulletin né au sein du combat contre la construction d'une maxi-prison au nord de Bruxelles. C'est un combat en dehors de tout parti et organisation officielle, un combat qui propose d'empêcher directement, concrètement, par nous-mêmes, la construction de cette nouvelle taule.

C'est un vaste combat, car la maxi-prison est le projet emblématique des temps qui courent : un serrage de vis général, une accentuation de la répression, un violent réaménagement de la ville en fonction des besoins du pouvoir et de l'économie...

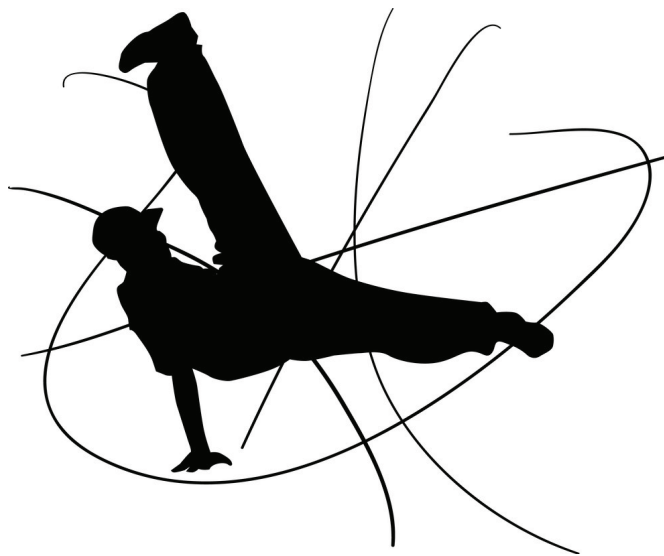
**RICOCHETS** a pour but de partager les nouvelles de cette lutte, de diffuser ses différentes expressions, de l'approfondir par des réflexions critiques. Il entend créer un espace autonome de liaison entre celles et ceux qui se battent directement contre cette nouvelle prison et ainsi ouvrir une possibilité : celle que leurs actions puissent faire des ricochets dans un élan incontrôlable.

### Mons : grève des gardiens et répliques hostiles

Le 17 décembre dernier, les gardiens de la prison de Mons sont entrés en grève pour exiger plus de personnel et plus de sécurité. Ils ont répondu à l'appel de leurs syndicats d'entamer un mouvement de grève dans toutes les prisons belges. Sept jours plus tard, les gardiens ont abandonné la grève dans les autres prisons mais elle se poursuit à Mons, avec des conséquences désastreuses pour les détenus. De fait, un arrêt de travail des matons est toujours un chantage sur la situation des prisonniers, qui se voient privés du peu qu'ils ont et qui leur permet de sortir de la cellule (douches, téléphone, visites, préau, activités). La prison est maintenant sous contrôle de la police et de la protection civile.

Le 23 décembre, à la veille d'une assemblée qui devait décider la poursuite de la grève, des véhicules de gardiens stationnés devant la prison ont été endommagés et cassés. S'y rajoutent des menaces proférées par des proches de détenus à l'encontre des matons : on leur promettait de venir tirer à la kalachnikov sur les gardiens réunis en assemblée. Celle-ci s'est déroulée ailleurs par mesure de précaution...

À l'intérieur comme à l'extérieur, brisons la prise d'otage par les gardiens !



### JOYEUX BORDEL !

#### Du dawa partout pour la Nouvelle Année !

Pour le Nouvel An, les autorités avaient mis le paquet pour saturer d'uniformes le centre-ville de Bruxelles au prétexte d'une menace d'attentat. Mais pour les autres communes, walou ! Si on ne regrettera certainement pas l'absence de déploiement policier et militaire dans nos quartiers, cela parle de ce qui est important pour le pouvoir : rassurer les touristes et les bobos, servir les riches avant tout.

Pendant ce temps, des braises sont venues réchauffer l'hiver d'Anderlecht. Dans la soirée, une petite voiture est balancée dans l'escalator du métro Clémenceau, conduisant à la paralysie du trafic du métro pendant plusieurs heures et à la fermeture de la station. Un peu plus tard, c'est le sapin de la place du Conseil qui prend feu devant le regard amusé des passants. On raconte également dans le quartier que les flics n'en menaient pas large ce soir-là. Alors qu'une patrouille arrive place Clémenceau, ce sont un, deux, puis trois cocktails molotov qui lui sont balancés dessus et l'obligent à prendre la poudre d'escampette. Des tags contre les flics apparaissent sur la station de métro, ça rigole fort. →

P.2

## LE PASSAGE // LOCAL DE LUTTE CONTRE LA MAXI-PRISON

RUE ROSSINI 11//1070 ANDERLECHT

Passez pour discuter, rencontrer d'autres personnes en lutte contre la maxi-prison, partager des bonnes nouvelles, trouver des infos, des affiches, des tracts, des journaux issus de la lutte, imaginer comment faire pour empêcher que cette horreur carcérale se réalise...

#### Activités en février:

Mercredi 10 février à 19h30 - Discussion

#### Mouvement de colère explosif à Kasserine (Tunisie)

Au cours des dernières semaines, la ville de Kasserine (au centre-ouest de la Tunisie) a connu un renouveau de l'élan révolutionnaire qui semblait endormi depuis l'écrasement de la révolution de 2011, lorsque le nouveau régime avait réprimer le mouvement de révolte dans le sang et les promesses démocratiques. On discutera (via skype) de l'expérience, des limites et des perspectives de

ce nouveau soulèvement avec un compagnon depuis la Tunisie.

Mercredi 17 février à 19h30 - Rencontre

#### À celles et ceux qui veulent lutter contre la maxi-prison

Un rendez-vous pour discuter sur la lutte contre la maxi-prison, échanger des critiques, imaginer des initiatives. Un espace de discussion libre, se revendiquant de l'auto-organisation et de l'action directe, nos armes dans ce combat. Une rencontre sans chefs ni spécialistes, qui vit aux rythmes de l'enthousiasme et de la critique de chacun et de chacune.

Samedi 20 février à 20h00 - Apéro

#### Une dent contre les taules ?

Ce soir le Passage sera ouvert en dehors des heures... Il y

LE LOCAL EST OUVERT TOUS LES MERCREDIS DE 16H À 20H & TOUS LES SAMEDIS DE 16H À 20H

aura à manger et à boire à partir de 20h00, pour que nos discussions ne soient pas interrompues par les heures normales de fermeture.

Mercredi 24 février à 19h30 - Projection

#### La Bataille de l'Eau Noire

Belgique 1978. Les autorités auraient bien voulu construire un barrage dans la vallée de l'Eau noire, en amont de la petite ville de Couvin. C'était sans compter sur la résistance acharnée et sans concession des habitants qui ont rivalisé d'imagination pour empêcher ce projet... Un documentaire de Benjamin Hennot (2015, 1h13).



→ La ficaille revient alors en plus grand nombre et arrête au hasard une dizaine de jeunes. Tandis qu'ils sont alignés et menottés contre le mur, il reste encore quelqu'un pour balancer des pétards sous les bagnoles des bleus. Mais la plupart des personnes présentes reste sur la place, et les chiens de garde du pouvoir n'arrivent cette fois-ci pas à imposer leur ordre. Ils repartent avec leurs otages, qu'ils devront relâcher quelques heures plus tard. Les feux d'artifices et les pétards reprennent de plus belle. Une voiture prend feu. Des poubelles sont enflammées sur les chaussées des rues d'à côté.

Ce soir-là à Cureghem, on dit qu'il y avait du dawa partout. Malgré le niveau d'alerte élevé, il faut croire qu'il y avait plus d'un petit groupe déterminé à rompre les rangs. A Saint-Gilles, plusieurs véhicules sont partis en fumée, à Molenbeek des pierres et des molotovs ont été jetés sur les flics, à Neder-over-Hembeek des containers de déchets sont devenus des barricades enflammées.

C'est sûr, ce fut une soirée particulièrement festive. Dans *Alice au pays des merveilles*, Lewis Carroll faisait une suggestion inspirante, celle de célébrer les non-anniversaires plutôt que l'inverse. Pourquoi pas des Nouvel An aussi chaleureux les autres jours de l'année ?

## Feu aux frontières

Calais, 23 Janvier. Plusieurs milliers de personnes se réunissent et partent en manifestation contre les frontières, contre les harcèlements et les diverses tortures des flics, mais aussi des fascistes présents dans les environs. La manifestation part de La Jungle, un camp de migrants installé à la périphérie de la ville, où l'Etat construit d'ailleurs un centre fermé à l'usage (futur) de 1500 détenus. Les manifestants, déterminés, avancent peu à peu dans la ville, prenant la direction du port. Sur l'impulsion d'un groupe d'habitants, ce sont un millier de personnes qui commencent à se ruer vers le port, brisant la première ligne de CRS et détruisant une à une les multiples barrières de sécurité. La grande majorité des personnes seront par la suite refoulées à coup de matraques et gaz lacrymogènes, mais une cinquantaine de personnes passent et persistent, et occupent un ferry pendant plusieurs heures. Ce petit souffle de liberté conquis par la destruction, bien que symbolique, d'une frontière, fait chaud au cœur. Espérons qu'il saura se répandre partout et se généraliser ! Courage et détermination à celles et ceux qui luttent contre les frontières et leur monde !

## Agression contrôleurs

Chaque jour qui passe dans les quartiers, le projet des autorités se précise. En quelques années, on a vu augmenter la surveillance et le contrôle à chaque coin de rue de notre existence : des caméras de partout, plusieurs nouveaux commissariats, plus de flics dans les rues, les gardiens de la paix qui débarquent, des portiques dans le métro, une armée de contrôleurs stib pour encadrer le bétail, etc. Dans le même temps, ils construisent des nouvelles prisons, à la fois plus grandes et plus sécurisées, pour enterrer vivant tout ceux qui refusent de se soumettre à leurs plans.

C'est bien dans ce contexte là (de Bruxelles en tant que camp à ciel ouvert) qu'il faut replacer les événements pour en saisir toutes les dimensions : Le lundi 11 janvier à Laeken, « une trentaine de personnes » ont envoyés cinq agents de la stib à l'hôpital, avec le nez cassé pour l'un d'eux. La porte-parole de la Stib, An Van hamme, de s'étonner que « les agents n'avaient même pas encore commencé leurs actions de contrôle » [sic]. Bien que la majorité s'est déjà accommodée de ses nouvelles chaînes, il reste des insoumis qui n'attendent plus pour contre-attaquer. Aucune oppression ne doit rester sans réponse.

**Contrôleurs, matons, flics : aucune trêve contre vous !**



## Procès de la maquette

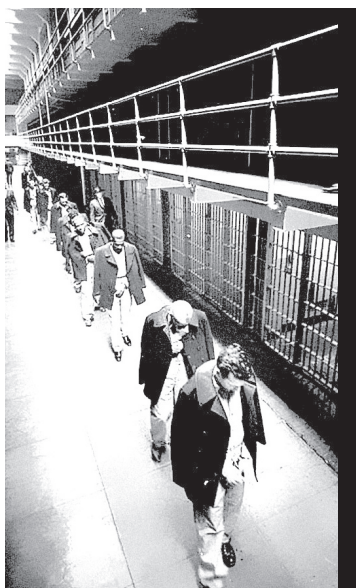
Rappelez-vous, en mai dernier, la maquette de la maxi-prison est envoyée en l'air dans les bureaux de la Régie des Bâtiments, à Saint-Gilles. Vingt personnes avaient participé à l'action sans se faire pincer. Six mois plus tard, l'Etat poursuit quatre d'entre elles, identifiées par les images de vidéo-surveillance, pour « destruction et dégradations de biens immobiliers » en « bande organisée ». Le procès au pénal a eu lieu le vendredi 22 janvier, l'avocat de la Régie ayant obtenu un report d'audience pour le volet civil (les dédommagements pour la maquette).

À l'arrivée, des flics postés devant la salle d'audience contrôlent les identités et soumettent une seconde fois au détecteur de métaux. D'autres agents, en civil, rôdent dans les ailes du Palais en surveillant les allées et venues. Le tout appuyé par deux fourgons stationnés place Poelaert. La juge commence par rappeler le déroulé des faits en prenant (évidemment) parti pour la version des flics. Viennent ensuite les questions, chaque fois plus condescendantes, posées aux « prévenus » : concernant l'action puis concernant leur situation (travail, statut, etc.). Normalement, il est prévu que les guignols de juges et de procureurs, dans leur grande mascarade solennelle, parviennent à nous imposer la soumission et le respect. Cette fois-ci par contre, les quatre personnes ne se prennent pas au jeu. Les réponses sont courtes et sèches. Le regard est noir de mépris. Au moment de parler des peines, la procureur requiert 150 heures de travaux d'intérêt général. De son côté, la défense refuse les TIG et plaide l'acquittement. Le verdict tombera le 19 février.

**Solidarité avec les inculpés !**

**Que crève leur justice et le monde qu'elle protège !**

**Pour toute correspondance: Ricochets**  
Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht  
ricochets@riseup.net



On apprend par la presse qu'une « information judiciaire » vient d'être ouverte pour « éclaircir les conditions » dans lesquelles le consortium Cafasso a été choisi par la Régie des bâtiments afin de concevoir, construire, gérer et entretenir la maxi-prison de Haren. En d'autres termes, un bras de l'Etat-tentacule reproche à un autre bras de l'Etat d'être allé un peu trop loin en terme de corruption sur l'attribution de ce marché. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois : 14 hauts fonctionnaires de la Régie des bâtiments et 35 entrepreneurs de 24 sociétés viennent justement d'être condamnés en appel, car leur système était juste un peu trop grossier. Ils ont été pris la main dans le sac pour avoir influencé l'attribution de plusieurs chantiers, notamment des contrats d'entretien, d'extension ou autres – dans les prisons de Forest et de Saint-Gilles, au Palais royal de Laeken et au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles. Ils surfacturaient les travaux publics pour couvrir des frais engagés pour leur habitation privée.

On sait depuis longtemps que ces petits arrangements entre puissants sont monnaie courante : la loi est faite par eux et pour eux, c'est une arme de plus pour contraindre les dépossédés à accepter leur monde basé sur l'ordre et la propriété. Détourne des millions avec les politiciens et les patrons ou braque une banque avec ton seul courage, et tu verras tout de suite la différence ! Assassine un ouvrier sur un chantier pour t'enrichir encore plus ou tire sur un flic pour te défendre, et tu comprendras vite quelle vie est plus précieuse pour les riches et pour l'Etat ! Alors oui, comme il faut bien donner une façade démocratique à l'exploitation et à la domination, comme il faut bien entretenir l'illusion qu'on est tous égaux devant la loi et la prison (regarde qui y pourrait, c'est pourtant clair), quelques scandales du pouvoir liés à des rivalités internes sortent régulièrement dans les médias. Ces scandales participent au grand spectacle de guignols pour faire oublier à tous ceux qui n'ont pas le portefeuille bien rempli, la pression d'une vie exploitée, la pression d'une dignité humiliée, la pression d'une liberté traquée, la pression générée par un monde où il est seulement permis d'obéir.

Le lien entre le business qu'ils se partagent et ses conséquences sur nos vies est d'ailleurs assez brutal et direct. Pour construire cette prison de 1200 places, il est prévu que le consortium Cafasso\* touche la coquette somme de 330 millions d'euros. De plus, chaque année et pendant 25 ans, l'Etat lui versera entre 49 et 60 millions d'euros, soit au total un minimum de 1,2 milliard d'euros. A part ça, il faut faire des économies et virer des milliers de pauvres du chômage ! Sans compter la dizaine de nouvelles taules du master plan et le renforcement du contrôle à tout va, il s'agit en réalité d'investissements bien précis qui montrent le sort qui nous est réservé si on ne marche pas dans le rang. Ces projets répressifs sont pensés, financés et développés pour protéger le système qu'ils ont eux-mêmes mis en place, un système où l'argent règne en maître, un monde instable de guerres et de peurs, où chacun vit dans sa petite routine, effrayé à l'idée de perdre ce qu'il a eu tellement de mal à bâtir. Un monde qui réprime toute quête de liberté sans dirigeants ni dirigés.

Si on comprend bien la monstruosité de leur projet et

# PRISON GATE

## Soupçons de corruption autour du projet de maxi-prison !

les millions d'euros qu'il brasse, une petite question reste tout de même en suspens : pourquoi révèlent-ils maintenant publiquement les magouilles entre la Régie des bâtiments et le consortium Cafasso ? Le choix du moment n'est peut-être pas complètement anodin, puisque cette info arrive quelques mois après que le permis d'environnement et que le permis d'urbanisme aient déjà été bloqués – Région bruxelloise et Ville de Bruxelles demandant officiellement de revoir le projet à la marge afin d'obtenir davantage de compensations financières ou matérielles, soit une plus grosse part du gâteau. En décembre, on a aussi appris que le contrat avec le consortium Cafasso n'avait même pas encore été signé, alors que Cafasso a pourtant été choisi depuis 2013. On nous dit que c'est normal, qu'ils avaient prévu d'attendre l'obtention des permis, mais comme « business is business », l'Etat s'est quand même engagé à indemniser, à coups de millions, les promoteurs, en cas de dépassement des délais. Si ces politiciens girouettes, ces magouilleurs compulsiifs et ces menteurs professionnels voulaient donner l'impression qu'ils sont en train de préparer petit à petit l'abandon du projet, ils ne feraient pas autrement. Chacun tirant en plus la couverture à soi. Si l'Etat fédéral décide de l'arrêter, ils auront tôt fait de dire : « c'est moi la Ville qui ait bloqué le projet. Non ! c'est moi la Région. Non ! c'est grâce à moi qui ait dénoncé la corruption de ce marché. Non ! c'est moi qui vous avait dit que c'était trop cher en ces temps de disette, etc ». Il y a trois ans, aucune voix officielle, aucun média ne s'élevait pourtant contre ce projet, et c'est logique. Tous se réjouissaient de ce qu'on appelait alors un « village pénitentiaire », presque un peu trop beau au goût de certains. En revanche, c'est à cette date qu'a commencé à Bruxelles une lutte d'un genre plutôt inhabituel, une lutte qui s'est donnée les moyens de ne pas être récupérée, une lutte qui a brisé la règle du jeu de la négociation et du droit : un processus où de petits groupes s'auto-organisent, sans être tenus par aucun parti politique ni aucun chef, des petits groupes qui décident par eux-mêmes où et comment s'attaquer à ce projet. Plutôt que de se restreindre à quelques aménagements de façade acceptables par l'Etat comme une prison plus petite, cette lutte s'est proposée de relier la maxi-prison avec le serrage de vis plus général, qu'il s'agisse des fins de mois toujours plus difficiles ou de la multiplication des barreaux qu'ils voudraient mettre à nos vies. Une lutte qui a parfois été calomniée en la traînant dans la boue ou en se dissociant de différentes actions menées contre la maxi-prison. Cela ne l'a pas empêchée de déployer ses ailes ni de continuer de le faire en suivant son propre agenda, et pas celui des petites annonces de l'Etat.

C'est une lutte qui part d'un refus ferme et définitif du projet de maxi-prison, parce que nous avons tout un monde à expérimenter, où l'entraide, la réciprocité et l'émancipation sont aussi à redécouvrir en chemin.

\* Et derrière lui Denys NV, FCC Construcción SA, Macquarie Capital Group, Vialia Sociedad Gestora de Concesiones de infraestructuras SL, AAFM Facility Management BV, BURO II & ARCHI+I cvba, E G M architecten, Ingenieursbureau G. Dervaux nv, VK Engineering, Ares, M.O.O.Con, Advisers bvba, Typsa, Arch. Dr. Andrea Seelich.

## L'austérité vise les prisonniers de Saint-Gilles

Depuis sept mois, les détenus à la prison de Saint-Gilles n'ont plus accès à aucune activité collective. Pas de formation (pourtant nécessaire pour obtenir une libération conditionnelle), pas d'accès à la bibliothèque, pas d'autres activités. Les agents pénitentiaires disent ne plus pouvoir assurer la sécurité pour faciliter ces activités suite aux coupes budgétaires dans le cadre des mesures d'austérité. Il en est de même pour les visites (pourtant obligés pour arriver à construire un dossier pour la sortie) aux assistants sociaux, aux médecins, aux psychologues etc. L'austérité pour les détenus, cela signifie donc la politique d'enfermer et jeter la clé. Tôt ou tard, à l'intérieur ou à l'extérieur, ça leur explosera à la gueule.



**Pour plus d'infos: Local de lutte Le Passage**  
Rue Rossini 11 // 1070 Anderlecht  
www.lacavale.be // cavale@riseup.net